

UNE MOTION DE CENSURE POUR RIEN

C'est une première, qui éclaire la stratégie que l'extrême-droite et les partis anti-européens pourraient chercher à utiliser pour se servir du Parlement européen comme d'une tribune ou pour l'empêcher de faire son travail. Ces populistes cherchaient dès le premier jour une raison de déposer une motion de censure contre Jean-Claude Juncker. L'alibi LuxLeaks tombait à pic. Alibi, puisqu'ils invoquent, à l'appui de leur motion de censure, des textes européens qui tous appellent à un renforcement des pouvoirs de l'Union qu'ils combattent par ailleurs, pour lutter contre l'évasion fiscale. Alibi, puisqu'ils censurent cette Commission avant qu'elle n'ait pu prendre la moindre initiative et que personne n'ignorait les pratiques parfaitement déloyales du Luxembourg. Le résultat parle de lui-même : la motion de censure a été rejetée par 461 voix tandis que M. Juncker avait été investi par 422 voix.

Pour notre part, nous avons, depuis longtemps et dans une indifférence générale, dénoncé les pratiques d'optimisation fiscale agressives et déloyales menées par ce pays et d'autres États membres. La révélation du Luxleaks dans la presse vient conforter notre détermination et met chacun, et d'abord le président de la Commission, devant l'obligation d'agir pour mettre fin à l'évasion et à la fraude fiscales. Dans cette bataille majeure, le Parlement jouera pleinement son rôle pour avancer vers plus d'harmonisation fiscale et exiger des éclaircissements sur les pratiques, entre autres, du Luxembourg. Il donne rendez-vous aux États membres qui, si souvent, bloquent toute avancée dans ce domaine...

Les Socialistes européens exigeront que, parallèlement à l'investissement en faveur de l'économie numérique, des mesures soient prises pour permettre la fiscalisation des profits réalisés par les géants de l'internet et d'abord les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon). Enfin, à l'échelle mondiale, les progrès accomplis en faveur de l'échange automatique d'informations dans le cadre de l'OCDE ou ceux réalisés lors du dernier G20 à Brisbane confortent notre feuille de route.